Un regard tchèque sur le groupe de Visegrád: entretien avec Aneta Zachová, rédactrice en chef d'Euractiv.cz

Description

Alors que l'évolution des quatre pays qui le composent depuis plus de vingt ans les positionne sur des trajectoires qui apparaissent parfois très différentes, le groupe de Visegrád (République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Pologne) perdure, jouant parfois de ses solidarités, mais aussi de ses divergences, notamment au sein de l'Union européenne.



Rédactrice en chef d'*Euractiv.cz* depuis août 2018, Aneta Zachová y a plus spécifiquement suivi, à partir de 2016, les affaires européennes, la politique de migration et d'asile, la politique agricole et de cohésion ainsi que les débats sur l'avenir de l'Union européenne (UE). Diplômée en relations internationales à la faculté d'études sociales de l'Université Masaryk de Brno et actuellement doctorante dans la même université, elle a participé à plusieurs projets de recherche portant sur les pays de Visegrád et les affaires européennes. A. Zachová a accepté de répondre aux questions de *Regard sur l'Est*.

Qu'est-ce que le groupe Visegrád (V4) ?

Il s'agit d'une alliance de quatre États d'Europe centrale – la République tchèque, la Slovaquie, la Pologne et la Hongrie. Il n'est ni une organisation ni une structure institutionnelle. Il s'agit davantage d'un groupe d'États ayant des antécédents historiques et culturels communs et qui ont uni leurs forces après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Ils ont décidé de coopérer dans le but commun d'un « retour à l'Europe », après plusieurs décennies passées dans le bloc soviétique.

Le fait de se rassembler leur a conféré un pouvoir de négociation accru lors du processus d'adhésion à l'OTAN et à l'UE. En 2004, ils ont pleinement atteint leur objectif – les quatre pays étaient devenus membres des deux organisations. En ce qui concerne l'OTAN, la République tchèque, la Pologne et la Hongrie ont rejoint l'Alliance dès 1999, la Slovaquie en 2004. Ces étapes sont considérées comme un jalon de la coopération de Visegrád.

Quelle est la cohérence de ce groupe aujourd'hui ? Qu'est-ce qui maintient les pays du V4 ensemble et pourquoi ?

Compte tenu de leur contexte culturel et historique commun, ils sont naturellement devenus des partenaires très proches au sein de l'Union européenne. Cependant, tout en atteignant l'objectif principal du groupe jusqu'en 2004, il fallait ensuite trouver une nouvelle « raison d'être » pour justifier son existence.

Le V4 ne dispose actuellement d'aucune structure institutionnalisée. Cependant, le groupe redéfinit ses priorités sur une base semestrielle, au terme d'une présidence tournante. Les priorités du groupe sont principalement liées à celles de l'UE. Le V4 tente de trouver un terrain d'entente sur les questions débattues par l'ensemble du bloc européen. Les premiers ministres des quatre pays se réunissent ainsi en amont de chaque Conseil européen, tandis que les présidents, eux, se rencontrent le plus souvent de manière informelle, quand le besoin s'en fait sentir. Enfin, les ministres et les diplomates maintiennent des contacts permanents.

Mais peut-on dire que le V4 a encore une utilité ?

Le groupe de Visegrád adopte régulièrement des déclarations communes. Par exemple, lorsque l'ancien président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a lancé le débat sur l'avenir de l'UE avec plusieurs scénarios à la clé, les pays du V4 ont répondu avec un document consolidé, dans lequel ils ont exprimé leurs visions communes pour l'Europe. Le V4 a souligné, parmi les priorités, qu'une Europe forte ne peut se construire qu'avec des États membres forts.

Le V4 promeut en particulier une politique agricole et de cohésion forte et propose sa perception de la politique d'élargissement de l'UE. Le groupe a ainsi fortement soutenu l'adhésion des pays des Balkans occidentaux et contribué à renforcer les liens de l'UE avec les pays du Partenariat oriental (Bélarus, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie et Azerbaïdjan). Ce dernier point fait même partie de ses principales priorités ; c'est pourquoi le V4 s'est félicité que les actuels Commissaires européens à l'élargissement et à l'agriculture soient, respectivement, Hongrois et Polonais.

Si la politique d'élargissement peut être considérée comme un « agenda positif », il existe également des agendas dits « négatifs » liés à la région du V4. Le groupe est ainsi devenu tristement célèbre lors de la crise migratoire de 2015 : les quatre pays ont alors décidé de boycotter les quotas de relocalisation, et ils s'opposent d'ailleurs toujours fermement à la répartition des demandeurs d'asile entre les États membres de l'UE. Le V4 a donc fait parler de lui ; sauf qu'il ne s'agissait pas d'une véritable coopération constructive, mais davantage d'une approche « nihiliste » commune aux propositions de réformes des politiques d'asile et de migration.

Parmi les « sujets brûlants » de la coopération au sein du V4, on peut également citer le problème des doubles standards de qualité des aliments au sein de l'UE. Le sujet a disparu du débat public après les élections de 2019 au Parlement européen.

Selon une étude publiée en 2019 par l'*Association for International Affairs*, l'alliance V4 est bien perçue par l'opinion publique des quatre pays. Cependant, le soutien le plus élevé dont il dispose se situe en Hongrie ; le plus faible – en République tchèque.

Existe-t-il une position commune des pays du V4 face à la proposition du président français Emmanuel Macron d'une Europe à plusieurs vitesses au sein de « coalitions de volontaires » ?

Le concept d'Europe à plusieurs vitesses est fortement rejeté par les pays de Visegrád. Le V4 n'est certes pas un fervent défenseur d'une intégration plus approfondie, mais *a contrario*, il ne veut pas devenir une « périphérie » de l'UE. Il existe également une forte conscience dans les pays d'Europe centrale que la position « dominante » est réservée aux États membres les « plus anciens » de l'UE, ou encore à ceux qui sont membres de la zone euro (parmi les pays du V4, seule la Slovaquie en fait partie).

En guise de scénario d'intégration, le V4 promeut le « *faire moins et plus efficacement* » passant par un marché unique fort, libéré de tout obstacle. Les autres projets d'intégration plus approfondie ne sont pas soutenus par les pays du groupe. Tout en étant ouverts aux idées d'une meilleure coopération en matière de migration, de défense ou de politiques sociales, les pays du V4 ne veulent certainement pas donner plus de pouvoirs aux institutions européennes dans ces domaines. Ils privilégient les projets européens générateurs de gains financiers immédiats par rapport aux initiatives abstraites d'intégration.

Quels sont les projets d'intégration renforcée qui intéresseraient le plus la République tchèque ?

En fait, la République tchèque s'intéresse aux projets financièrement avantageux. Prague soutient aussi des projets de défense, tels que la Coopération structurée permanente (CSP) ou le Fonds européen de défense, tout en refusant l'idée d'une armée européenne.

En ce qui concerne les migrations, la République tchèque souhaite voir mettre en place une véritable politique européenne d'asile et de migration, avec une protection élevée des frontières extérieures mais, en même temps, elle refuse tout type de partage des charges en matière de réinstallation des réfugiés.

Par conséquent, nous pouvons dire que la République tchèque choisit ce qui l'arrange lorsqu'il s'agit d'approfondir l'intégration européenne. Elle veut gagner le plus tout en donnant le moins.

Il existe cependant une exception – la création d'un Parquet européen. L'idée est soutenue par Prague depuis ses débuts. À cet égard, la République tchèque diffère de la Pologne et de la Hongrie – ces deux pays ne sont pas disposés à se joindre à cette coopération.

Existe-t-il d'autres divergences internes au sein du V4 ?

Bien entendu, le consentement des quatre pays d'Europe centrale ne peut être tenu pour acquis. Au cours des derniers mois, il semblerait que la Slovaquie ait décidé de se distancier de la Pologne et de la Hongrie, jugées « toxiques » car ayant des problèmes importants avec l'État de droit et faisant face aux critiques des organisations internationales et des institutions européennes. De plus la Slovaquie, étant le seul pays à avoir accepté la monnaie européenne commune, a donc une approche sensiblement différente sur l'intégration de la zone euro et les questions monétaires.

De manière plus étonnante, le V4 n'a pas adopté de position commune concernant le Fonds européen de relance proposé par la Commission européenne en mai 2020, en réaction à la pandémie de Covid-19. La Commission européenne avait notamment suggéré que l'allocation des fonds de relance soit partiellement basée sur le niveau de chômage des dernières années. La République tchèque, dont le taux de chômage est l'un des plus bas de l'UE, a logiquement fortement critiqué la proposition. La Hongrie est également très critique à l'égard de ce plan. En revanche, la Slovaquie et la Pologne le soutiennent, se contentant de soulever des objections mineures. La fracture est devenue évidente lors de la réunion du V4 à Lednice, le 11 juin 2020, à la suite de laquelle aucune déclaration commune concernant le plan de relance n'a été publiée.

Avant la pandémie de coronavirus, le V4 occupait une place centrale au sein des « Amis de la cohésion », nom du groupe de bénéficiaires nets du budget européen. Ils ont défendu alors l'idée d'une politique de cohésion forte avec un budget généreux. Depuis la pandémie et le projet de plan de relance, tout a changé et les États du V4 ont exprimé des visions très différentes sur la manière d'organiser la reprise. Ils s'accordent *a minima* sur quelques questions telles que la nécessité d'une future convergence.

Ces divergences montrent que la coopération au sein du V4 a ses limites. Les pays ont tout intérêt à rechercher des alliances et des partenaires non seulement au sein du groupe mais également au-delà, à l'échelle du bloc européen. À défaut, la persistance des divergences risque d'affaiblir le groupe et d'affecter à terme son pouvoir de négociation.

Quelle est la position des autorités tchèques sur le plan de relance de 750 milliards d'euros proposé par la Commission européenne en mai 2020 ?

Quand Angela Merkel et Emmanuel Macron ont présenté leur proposition de dette européenne commune, le Premier ministre tchèque Andrej Babiš a vivement réagi. Dès le début du débat sur le plan de relance, la République tchèque était absolument contre ce projet. A. Babiš a littéralement déclaré qu'il « *n'aimait pas l'idée que l'Europe s'endette* » et qu'il ne voulait pas fournir de garanties aux « *États irresponsables* ».

Par la suite, le Premier ministre a adouci sa rhétorique, mais il a continué de critiquer la façon dont l'argent du plan de relance devrait être alloué. Comme indiqué précédemment, la République tchèque s'oppose fermement à la clé de répartition basée sur le niveau de chômage. Selon les autorités tchèques, l'argent du plan de relance devrait aller en priorité aux États les plus touchés économiquement par la pandémie de Covid-19 et non aux États qui ont connu des problèmes économiques avant même l'émergence de l'épidémie.

Cependant, nous ne pouvons pas dire que la position tchèque est similaire à celle des pays dits frugaux (Pays-Bas, Autriche, Suède et Danemark). La raison en est simple : les pays frugaux veulent que l'argent soit distribué sous forme de prêts, tandis que la République tchèque demande des subventions directes.

Finalement, malgré ses critiques initiales, la République tchèque a décidé de soutenir la création de ce plan de relance. Cependant, Andrej Babiš continue d'affirmer que plutôt que d'un plan de relance, la République tchèque aurait surtout besoin d'un plan d'investissements et d'une forte cohésion sociale.

Quelles sont les conséquences attendues de la Covid-19 sur l'économie de la République tchèque ?

L’économie tchèque dépend fortement de l’exportation et de l’industrie automobile. Pendant la pandémie de coronavirus, de nombreuses usines ont été fermées ou ont travaillé dans des conditions limitées. La capacité exportatrice du pays s’en est trouvé affectée.

En ce qui concerne les chiffres concrets, la République tchèque s’attend à une forte récession économique en 2020, avec une contraction du PIB de l’ordre de -7,8 %. En 2021, le PIB devrait toutefois croître de 4,5 %.

Traduction de l’anglais : Assen Slim.

Version originale du texte.

* Assen Slim est Maître de conférences HDR de l’INALCO.

Retour en haut de page

date créée
08/09/2020
Champs de Méta
Auteur-article : Assen Slim*